Prêt pour la modernisation en faveur de CPG

Identifiant du projet :

55930

Statut :

Approuvé

Lieu :

Tunisie

Secteur d'activité :

Ressources naturelles

Public/Privé :

Public

Catégorie environnementale :

B

Date de décision sur l'approbation :

9 septembre 2025

Date de publication du DSP en langue anglaise :

11 avril 2025

Description du projet

Octroi d'un prêt souverain d'un montant maximum de 110 millions d'euros à la Compagnie des Phosphates de Gafsa (la « CPG » ou l'« entreprise »), entreprise minière publique basée en Tunisie. Ce prêt servira à financer la mise en place de filtres-presses (pour accroître la récupération de l'eau contenue dans les résidus miniers), ainsi que les investissements connexes dans les installations de traitement de l'entreprise et l'acquisition d'équipements miniers modernes destinés à soutenir ses activités d'exploitation du phosphate.

Objectifs du projet

Le secteur du phosphate est l'une des pierres angulaires de l'économie tunisienne, contribuant historiquement de manière significative au produit intérieur brut et à la valeur des exportations. Cependant, ce secteur a été confronté à des difficultés ces dernières années, qui se sont traduites par une baisse de la production. En outre, la production de phosphate étant fortement consommatrice d'eau, l'entreprise souhaiterait augmenter les niveaux de

recyclage de l'eau, compte tenu notamment du stress hydrique dans la région de Gafsa, où elle opère. Globalement, l'investissement de la Banque participera aux efforts déployés par l'entreprise pour améliorer ses taux de production de manière durable et responsable sur le plan de l'environnement, contribuant ainsi à la durabilité des ressources, tout en s'inscrivant dans le cadre des objectifs climatiques du pays.

Impact sur la transition

Score de l'impact attendu sur la transition (IAT) : 76

L'impact du projet sur la transition devrait résulter de sa contribution aux qualités « bien gouvernée » et « verte ».

Bien gouvernée : Ce projet soutiendra un programme de transformation au sein de la CPG, en renforçant ses pratiques en matière d'environnement, de santé et de sécurité, sa gouvernance d'entreprise, ses procédures de passation de marchés et en améliorant sa gestion financière et la communication de ses informations financières.

Verte : La BERD financera l'installation de filtres-presses pour augmenter les taux de réutilisation de l'eau, ce qui réduira la dépendance à l'égard de l'extraction des eaux souterraines et atténuera le stress hydrique régional.

Le projet sera également soutenu par un dialogue sur les politiques avec le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, visant à établir une trajectoire bas carbone pour les secteurs du phosphate et des engrais en Tunisie, ainsi qu'à améliorer le cadre réglementaire de l'exploitation minière pour attirer de nouveaux investissements.

Client

COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

La Compagnie des Phosphates de Gafsa est une entreprise publique dont les activités remontent à 1897. Elle assure l'extraction de la roche phosphatée dans plusieurs mines à ciel ouvert, principalement situées dans la région de Gafsa, ainsi que son traitement.

Financement de la BERD

110 000 000,00 euros

Coût total du projet

110 000 000,00 euros

Additionnalité

L'additionnalité financière du projet réside dans la longue maturité du prêt de la BERD (jusqu'à 10 ans).

L'additionnalité non financière est liée au soutien apporté à la décarbonation et à la réduction des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), grâce à l'élaboration d'une trajectoire bas carbone et à la mise en œuvre d'un Plan d'action environnemental et social (PAES). La BERD contribuera par ailleurs à l'alignement sur les normes internationales en renforçant les pratiques de passation de marchés de la CPG et en améliorant le cadre réglementaire du secteur minier, en collaboration avec le gouvernement tunisien.

Synthèse environnementale et sociale

Catégorie B (PES 2019). Le projet prévoit le financement de nouveaux véhicules et équipements miniers, ainsi que des investissements dans des infrastructures de gestion de l'eau et des déchets, notamment dans des épaisseurs de résidus (déchets miniers), des filtres-presses à résidus et des installations de stockage à sec des résidus, dans toutes les installations de traitement de l'entreprise (usines de lavage). Cette flotte minière aiderait à accroître la production pour retrouver et dépasser les niveaux antérieurs. Les épaisseurs et les filtres-presses accroîtront fortement la récupération et la réutilisation de l'eau dans une région déjà soumise à un stress hydrique élevé et mettront un terme au déversement continu de résidus directement dans l'environnement (dans les oueds), comme c'est le cas sur deux sites d'usines de lavage. Le passage au stockage à sec des résidus est conforme aux bonnes pratiques internationales en matière d'élimination des déchets miniers et réduit les risques, notamment de santé et de sécurité, associés aux installations de stockage de résidus sous forme de boues. Les investissements de la BERD s'accompagneront d'un important appui, sous la forme d'une coopération technique, à la mise en œuvre du projet, améliorant la santé et la sécurité et appuyant la mise en œuvre d'un Plan d'action environnemental et social (PAES). Le PAES a été élaboré sur la base des conclusions des vérifications environnementales et sociales réalisées au titre de la diligence raisonnable par

un consultant et par le Département de l'environnement et de la durabilité (ESD). Le PAES a été convenu avec l'entreprise.

Ces vérifications ont non seulement confirmé les avantages clairs et importants du projet, notamment en ce qui concerne les infrastructures de gestion de l'eau et des déchets, mais aussi permis de déterminer que les activités existantes de l'entreprise présentent, sur les plans environnemental et social, d'importants risques et impacts qui ne sont actuellement pas gérés ni atténués conformément aux exigences de la Banque ou aux bonnes pratiques internationales. Il s'agit notamment de l'utilisation des eaux souterraines et de la concurrence avec d'autres utilisateurs pour ces ressources, de la qualité de l'air et des nuisances sonores, en particulier lorsque les infrastructures de traitement sont situées à proximité de communautés locales, des rejets de résidus dans l'environnement, de la gestion et de l'élimination des résidus, de la dégradation des sols héritée du passé, des incidences sur la santé et la sécurité des communautés, ainsi que des incidences et des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs. Les impacts environnementaux et sociaux des activités de l'entreprise ont été rapportés dans les médias et par la société civile. Il s'est également produit diverses manifestations et grèves, principalement liées aux attentes des communautés locales en matière d'emploi, sachant que l'entreprise est le principal employeur de la région de Gafsa. Les ressources et dispositifs de gestion environnementale et sociale de l'entreprise sont par ailleurs limités : il n'est réalisé, pour les nouvelles infrastructures, que des évaluations d'impact limitées ; il n'existe pas de système de gestion environnementale et sociale ; la gestion de la santé et de la sécurité est limitée et peu de mesures d'atténuation sont en place (systèmes, équipements de protection, contrôles physiques) ; les dispositions relatives aux ressources humaines renvoient au Code du travail (un syndicat est en place) ; et il n'existe pas de fonction officielle pour ce qui est de dialoguer avec les communautés ou de répondre aux griefs. Il existe également des risques liés à l'un des principaux acheteurs de phosphate de l'entreprise, le Groupe Chimique Tunisien (GCT), dont on a signalé les mauvaises pratiques environnementales, notamment la pollution de l'environnement marin à Gabès. Le projet offre une importante possibilité de traiter et de réduire les risques et les impacts liés aux opérations existantes de l'entreprise, de renforcer sa capacité en matière environnementale et sociale et de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales, ce qui aiderait à obtenir des résultats plus durables.

Le PAES comprend un ensemble de mesures qui font que le projet, c'est-à-dire l'utilisation des fonds, respecte les exigences environnementales et sociales

(EES) de la BERD et qui visent en outre à traiter les risques et les impacts environnementaux et sociaux liés aux opérations existantes et à renforcer les capacités de l'entreprise et les systèmes de gestion associés. Toutefois, l'ampleur des mesures à prendre pour faire en sorte que les opérations existantes respectent pleinement les EES de la Banque est considérable et, même si le projet, le soutien apporté sous la forme d'une coopération technique et le PAES apporteront à cet égard d'importantes améliorations, il est peu probable que les opérations existantes respectent pleinement les EES pendant la durée du prêt. Cela s'explique par la nécessité, pour l'entreprise, de disposer de ressources et d'effectuer des dépenses à plus long terme pour résoudre les problèmes hérités du passé et appliquer les bonnes pratiques internationales de gestion des questions environnementales et sociales. En conséquence, le Conseil d'administration de la BERD a approuvé une dérogation au paragraphe 3.3 de la Politique environnementale et sociale. Le paragraphe 3.3 stipule que lorsque des projets portent sur la modernisation ou la mise à niveau des installations existantes d'une entreprise, et que ces installations ne satisfont pas aux exigences de performance (« EP »), l'entreprise adoptera un PAES pour mettre ces installations en conformité avec lesdites EP dans un délai jugé acceptable par la BERD. Le PAES et l'appui apporté sous la forme d'une coopération technique aideront grandement à réduire les risques et les impacts actuels. Il devrait toutefois subsister quelques risques/impacts résiduels et lacunes en termes de conformité, tels que des problèmes hérités du passé et la dégradation des sols, la qualité de l'air, les installations existantes de stockage de résidus ainsi que la santé et la sécurité, mais ils seront réduits dans toute la mesure possible.

Les principales mesures du PAES sont les suivantes :

- Présentation régulière de rapports environnementaux et sociaux à la BERD.
- Évaluations d'impact du projet et de toute artificialisation de terres associée.
- Mise en place, pour le projet, d'un système de gestion environnementale et sociale et de gestion de la santé et de la sécurité pour l'étendre ensuite à toutes les opérations.
- Désignation/nomination du personnel chargé des questions environnementales et sociales, y compris pour la liaison avec la communauté, et formation.

- Mise en phase des dispositions relatives aux ressources humaines avec l'EP2, y compris la mise en place d'un mécanisme officiel de règlement des griefs accessible aux travailleurs.
- Évaluations des risques liés à la chaîne d'approvisionnement.
- Évaluation complète des ressources et des besoins en eau et établissement d'un bilan hydrique.
- Étude sur la contamination liée aux rejets de résidus et plan d'assainissement.
- Mise en place de nouveaux parcs à résidus miniers et mise en conformité des parcs existants avec les bonnes pratiques internationales.
- Évaluation des impacts sur la santé des communautés locales.
- Étude des transports.
- Plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence pour toutes les opérations.
- Cartographie des habitats de biodiversité et évaluation des impacts du projet sur ses sites.
- Mise en place d'un plan de participation des parties prenantes, d'un mécanisme de règlement des griefs et d'un système d'allocation de ressources.

Un ensemble complet de missions de coopération technique a été élaboré pour appuyer l'entreprise. Ces mesures sont essentielles pour améliorer la performance environnementale et sociale ainsi que l'atténuation et la gestion des risques et des impacts correspondants.

Coopération technique et financement sous forme de subvention

Le projet devrait bénéficier d'un soutien apporté à la CPG sous la forme d'une coopération technique pour l'aider à améliorer sa gouvernance, ses résultats opérationnels, les pratiques qu'elle suit en matière d'environnement, de santé et de sécurité, et ses procédures de passation de marchés, ainsi que du soutien apporté au ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines pour la modernisation du Code minier et la mise en place d'une trajectoire bas carbone pour le secteur du phosphate et des engrais.

Contact au sein de l'entreprise

Hamdi Helali
+216 76 226 022

Dernière mise à jour du DSP en langue anglaise

16 septembre 2025

Comprendre la transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, cliquer [ici](#).

Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168
Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Pour les projets du secteur public, consulter la page [Passation de marchés de la BERD](#), ou nous contacter :

Tél : +44 20 7338 6794
Courriel : procurement@ebrd.com

Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via le [formulaire de contact de la BERD](#).

Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les exigences environnementales et sociales (EES) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EES contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en

matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du projet, la BERD exige également de ses clients qu'ils divulguent, le cas échéant, des informations sur ces risques et impacts ou qu'ils mènent des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées, puis examinent leurs commentaires et y répondent.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la PES.

Intégrité et conformité

Le Bureau de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications sont effectuées au titre de la diligence raisonnable pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le Bureau de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux projets une fois les investissements réalisés.

Le Bureau de la déontologie est également chargé d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique compliance@ebrd.com. Le Bureau de la déontologie assurera le suivi de tous les signalements. Il procédera à un examen systématique de chacun d'entre eux. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025, définit la manière dont la BERD divulgue les informations et consulte ses parties prenantes pour favoriser une meilleure connaissance et compréhension de ses stratégies, politiques et opérations. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via le [formulaire de contact de la BERD](#).

Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du client au niveau du projet, ou bien via un échange direct avec la direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations par l'intermédiaire du MIRP de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout manquement à ces politiques, tout en prévenant tout manquement futur de la part de la Banque.

Consulter la [page Internet du Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat et pour connaître les modalités de [dépôt d'un recours](#). Contacter le MIRP par courriel à l'adresse ipam@ebrd.com afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.